Positionnement - Lutte contre le fascisme

Un positionnement ancré dans les missions du CJC

En tant que fédération d'OJ, le CJC porte une responsabilité politique minimale : défendre un cadre démocratique dans lequel les jeunes peuvent exercer leurs droits de s'exprimer, s'engager, se construire.

Nous portons collectivement une vision d'une société plus juste, solidaire, inclusive et démocratique. Ces valeurs sont profondément incompatibles avec les projets et idées d'extrême droite. Chaque jour, nos membres participent activement à la lutte contre le fascisme en formant des jeunesses citoyennes responsables, actives, critiques et solidaires (CRACS).

Se positionner, c'est rappeler que ces engagements ne sont pas neutres. C'est reconnaître que former des jeunes à la citoyenneté, à l'esprit critique, à l'ouverture à l'autre, à la solidarité… c'est aussi refuser la banalisation des discours de haine, de repli ou d'exclusion. Laisser le débat aux autres, c'est leur abandonner le pouvoir de définir le sens collectif.

Ce positionnement s'inscrit au cœur même de notre mission, telle que rappelée dans notre plaidoyer de 2024 : défendre les droits de la Jeunesse, soutenir les espaces où elle peut grandir, s'exprimer, débattre, être écoutée et devenir actrice du changement.

Significations du 8 mai

Le 8 mai n'est pas un simple repère historique. C'est un moment collectif qui nous invite à réfléchir au monde que nous construisons et à celui que nous voulons transmettre. Il participe au devoir de mémoire. Cette date marque la fin de la Seconde Guerre mondiale en Europe, et donc aussi la défaite du fascisme. Depuis 1983, le 8 mai n'est plus un jour férié en Belgique, contrairement à la France.

Dans une époque où l'éducation à la citoyenneté, à la mémoire et au vivre-ensemble est un enjeu démocratique central, le 8 mai offre un levier symbolique et pédagogique puissant pour sensibiliser la Jeunesse. C'est en cohérence directe avec les revendications du CJC sur l'éducation aux médias, la santé mentale ou encore la précarité, qui appellent toutes à des réponses structurelles aux effets des discours d'exclusion.

Résonances entre passé et présent

Pourquoi le CJC s'en empare ?

Parce que nos membres accompagnent des milliers de jeunes dans des parcours d'émancipation. Parce qu'ils forment des CRACS.
Parce qu'ils agissent pour :

- renforcer l'esprit critique face aux discours médiatiques et politiques,
- faire vivre la démocratie jusque dans la classe, le local, le stage ou le camp,
- encourager la solidarité comme réponse aux crises,
- créer des espaces où chaque jeune peut être accueilli·e dans sa singularité,
- éduquer aux médias, à l'environnement, à l'inclusion, au vivre-ensemble.

Chaque animation, chaque formation, chaque activité menée par les organisations membres du CJC participe à bâtir une société qui résiste aux logiques de repli, d'autoritarisme et d'exclusion. Lutter contre les idées fascistes, c'est d'abord faire exister, avec et pour les jeunes, d'autres manières de vivre ensemble.

Ces actions font écho à notre plaidoyer de 2024 : qu'il s'agisse d'éducation aux médias, d'accès aux loisirs, d'inclusion ou encore de soutien à la santé mentale, elles participent toutes à l'émergence d'une société démocratique où les jeunes trouvent leur place. Le travail des Organisations de Jeunesse est un rempart actif et constant contre les logiques autoritaires, discriminantes et régressives, participant à la création d'un avenir en adéquation avec nos valeurs.

Pourquoi maintenant ?

Le fascisme d'hier n'a pas conquis le pouvoir par la force, mais par les urnes. Il s'est nourri des crises, des peurs, des divisions. Les mécanismes étaient connus : désignation de boucs émissaires, rejet des élites, nationalisme exacerbé, culte de la force, discours autoritaires.

Aujourd'hui, ces logiques reviennent, sous d'autres formes. Le texte de la Coalition 8 mai le rappelle : *« D'abord en pantoufles, puis en bottes »*. C'est justement parce que cela peut recommencer doucement, sans fracas, que le devoir de mémoire est si crucial. Ce n'est pas de l'histoire figée, c'est un miroir.

Nous vivons donc un moment charnière. La montée électorale de l'extrême droite n'est plus une menace diffuse : elle s'ancre à nouveau dans les urnes – pas seulement en Belgique mais un peu partout en Europe et dans le monde – et imprègne les récits d'autres formations politiques. Les discours de haine se banalisent dans les médias et sur les réseaux sociaux. Les attaques contre la société civile, les syndicats, le droit de manifester, les jeunes, leur diversité, leur environnement se multiplient. Certains droits fondamentaux sont de plus en plus ouvertement remis en question.

Parallèlement, certains discours politiques récents témoignent d'un glissement sécuritaire : élargissement des sanctions administratives, encadrement plus strict des manifestations, création de brigades spécifiques pour la Jeunesse... Ces évolutions s'inscrivent dans une approche sécuritaire, qui tend notamment à considérer les jeunes davantage comme des sujets à encadrer que comme des citoyen·nes à accompagner.

Crises sanitaires, sociales, économiques, climatiques sont autant d'ondes de choc répétées qui ont fragilisé nos sociétés et nourrissent les replis. Des crises qui exposent les jeunes en première ligne et affectent leur santé mentale, leur avenir professionnel, leur rapport à la société. L'extrême droite capitalise sur ces peurs avec des récits séduisants en apparence : ordre, mérite, identité, rupture, posture antisystème. Mais ce sont des récits d'exclusion, de domination, de rejet de l'autre.
Dans ce contexte, notons que le droit de vote dès 16 ans aux élections européennes, récemment introduit en Belgique, souligne l'importance d'une éducation à la citoyenneté critique. Donner une voix politique aux jeunes sans leur fournir les outils pour comprendre les enjeux démocratiques reviendrait à les exposer à des récits simplificateurs, populistes ou identitaires.

Le basculement ne se fait jamais d'un seul coup. Il s'installe progressivement, dans la fatigue, l'habitude ou l'indifférence, jusqu'à rendre acceptables des idées qui, hier encore, semblaient inconcevables. Les signaux sont visibles, mais trop souvent minimisés. C'est précisément cette normalisation insidieuse que nous devons nommer, dénoncer et enrayer.

En prenant la parole, nous affirmons que la Jeunesse n'est pas un public à conquérir, mais un acteur politique à respecter et à soutenir.

Un message à destination des jeunes

La Jeunesse est à la fois héritière et actrice du monde que nous construisons aujourd'hui.

Mais iels sont aussi particulièrement visé·es par les discours de division : jeunes racisé·es, LGBTQIA+, en décrochage scolaire, politisé·es, militant·es… L'extrême droite développe un récit attirant pour certain·es jeunes en quête de repères.

Face à cela, il est urgent de proposer d'autres récits :

- une solidarité vécue, pas seulement proclamée ;
- des expériences collectives où chacun·e a sa place ;
- des espaces où on peut débattre, comprendre, s'informer ;
- une mémoire vivante qui éclaire les choix d'aujourd'hui pour construire un avenir plus sain

Le 8 mai est une porte d'entrée : pour raconter, pour outiller, pour engager, sans moralisme ni culpabilisation.

Ancrer le sens de nos actions

La lutte contre le fascisme ne se joue pas seulement dans les grandes mobilisations. Elle se joue au quotidien, dans chaque espace où les jeunes peuvent réfléchir, débattre, s'exprimer, créer, vivre ensemble.

Nos membres y participent déjà, par leur action éducative, culturelle, citoyenne. Cette note est un moyen de le nommer, de le valoriser, de l'ancrer dans un cadre plus large.

Il s'agit aussi d'une réponse à une revendication transversale du plaidoyer : donner aux jeunes des espaces d'expression et de participation significatifs, dans l'école comme dans l'animation, dans les médias comme dans l'espace public. La mémoire n'est pas une injonction, c'est une ressource pour construire du sens, et le CJC se donne pour mission d'aider les jeunes à s'en emparer.

Date de publication : 06 mai 2025